



Service national universel : Vers une phase de consultation des jeunes qui interroge le Cnajep

*Communiqué de presse,
le 13 septembre 2018*

Lors d'un précédent communiqué de presse, le **Cnajep** questionnait déjà l'organisation de la consultation annoncée dans le cadre du projet d'un nouveau service national universel obligatoire.

Depuis la plénière du Conseil d'orientation des politiques de jeunesse mardi 11 septembre, nous savons que cette consultation prévoit un sondage auprès des jeunes et des parents ainsi que cinq rendez-vous territoriaux entre jeunes mobilisés par les rectorats et élu.es.

Cette consultation est pilotée par le groupe d'experts du SNU, composés de personnalités dont le temps n'est pas principalement dédié à ce sujet et sans associer la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Le Cnajep doute que cette démarche pourra permettre vraiment de faire évoluer le projet et regrette que les organisations représentatives de la jeunesse n'aient pas été associées à la conception de la consultation.

En effet, la méthode n'associe pas les associations de jeunesse et d'éducation populaire pourtant habituées à organiser des rencontres entre jeunes et élu.es et selon des méthodes qui permettent un débat de qualité.

Elles l'ont pourtant régulièrement prouvé, encore récemment en organisant et animant pour l'Etat les rendez-vous territoriaux de la jeunesse en 2015.

Il est d'autant plus étonnant dans un contexte de sobriété budgétaire tant recherché de ne pas se retourner vers les partenaires habituels des pouvoirs publics, pour développer des projets de dialogue structuré entre les jeunes et les élu.es, et des projets d'initiatives citoyennes.

Non seulement **les associations de jeunesse et d'éducation populaire savent créer des conditions pour une discussion de qualité entre les jeunes et les élu.es** mais en plus, de par leur diversité, font

participer tous les jeunes et non pas les seuls scolarisés que vont pouvoir mobiliser les rectorats. Dans ces conditions, le choix d'un prestataire privé sans référence, sans appel d'offre et sans garantie d'impartialité nous interroge.

Enfin, selon le calendrier annoncé, nous avons du mal à comprendre **comment les résultats de cette grande consultation générale de la jeunesse pourraient avoir un quelconque impact sur les orientations du futur SNU**. Elle apparaît uniquement comme une opération de communication visant à « valider les choix » déjà écrits.

Les consultations avant les projets de loi sont à la mode et n'ont pas jusqu'à présent donné le sentiment qu'elles permettaient de les influencer, **espérons qu'il en sera autrement dans le cadre d'un nouveau service national obligatoire**. Pour l'instant, cela ne semble pas en prendre le chemin.

Concernant le contenu du projet de service national universel obligatoire, **le Cnajep continuera à contribuer au débat pour que ce projet soit utile à tous les jeunes**.

*Comité pour les relations nationales et internationales des associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire, le **Cnajep** est la coordination des organisations de jeunesse et d'éducation populaire regroupant plus de 70 organisations nationales qui œuvrent au quotidien, avec et pour toutes et tous, sur tout le territoire autour de projets éducatifs, culturels, artistiques, sportifs et citoyens.*
www.cnajep.asso.fr

Contact Cnajep :
Audrey Baudeau
01 40 21 14 21
06 77 14 75 96
cnajep@cnajep.asso.fr